Texte CAN 29 juin 2021

Contexte général

Cette CAN se tient au lendemain d'une séquence électorale qui a confirmé la crise démocratique que traverse notre pays. L'abstention s'est maintenue à un niveau élevé, en particulier chez les jeunes et dans les catégories populaires. La stratégie de culpabilisation des abstentionnistes reprise par de nombreux membres de la majorité n'a fait que renforcer la rupture d'une partie de l'électorat avec le jeu politique. Si l'abstention peut être interprétée de différentes manières (désintérêt, abstention stratégique, électeurs qui ne se retrouvent plus dans l'offre politique), la crise politique est bien là. Le gouvernement actuel porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle : depuis 4 ans, le président de la République et ses gouvernements successifs se sont engagés dans la mise en œuvre à marche forcée d'un programme de réforme néolibérales, en répondant aux oppositions de manière autoritaire et en affaiblissant les institutions démocratiques.

Outre le niveau très élevé d'abstention, les résultats des élections régionales confirment la prime aux sortants pour la gauche comme pour les Républicains, et, dans un jeu de miroir terriblement révélateur pour LREM, l'absence de réel ancrage local de la majorité présidentielle. La conclusion logique pour un parti construit par et pour un objectif (l'élection présidentielle) et un homme (Emmanuel Macron). La défiance qui s'exprime dans les urnes n'épargne pas le Rassemblement national. Le parti d'extrême droite n'a gagné aucune région ou département, un coup d'arrêt dans leur conquête d'élus locaux visant à s'implanter durablement localement. Mais le résultat des ces élections locales ne sauraient être transposés aux enjeux nationaux de l'élection présidentielle et des législatives. L'expression des idées d'extrême droite se banalise, le gouvernement porte une lourde responsabilité dans leur diffusion. Il a également attaqué frontalement certaines libertés publiques (par exemple avec la loi Sécurité Globale), accélérant le mouvement entamé en particulier sous le gouvernement de Manuel Valls. Le Snes, avec la FSU, réaffirme son engagement dans le combat contre les idées d'extrême droite. Après la marche du 12 juin à l'appel d'un très large arc intersyndical et associatif, le Snes, avec la FSU, popularisera le travail de fond d'analyse des propositions de l'extrême droite et de leurs conséquences en particulier pour la Fonction publique et l'Education nationale.

En dépit de ces trous d'air électoraux mais aussi de quelques rappels à l'ordre réglementaires (à l'image de la suspension par le Conseil d'État de la réforme de l'assurance chômage), Emmanuel Macron s'est lancé dans un tour de France aux allures de précampagne électorale en vue de l'élection présidentielle. Les fractures qui traversent la société française sont nombreuses : augmentation de la pauvreté, aggravation des inégalités économiques et sociales, sous emploi et précarité liée à des situations professionnelles instables. Mais le président de la République, les yeux rivés sur le calendrier électoral et les échéances d'avril 2022, cherche d'abord à conforter son image électorale, et dans un jeu de billard politique à plusieurs bandes, il réactive des réformes pourtant largement contestées comme la réforme des retraites (avec notamment l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans) ou celle de la 5ème branche de la Sécurité sociale. Le Snes, avec la FSU, doit rester vigilant et réactif en cas de nouvelles offensives en règles contre des éléments clés de notre modèle social. Les menaces contre la Sécu et plus largement la protection sociale sont nombreuses : instrumentalisation du déficit de la Sécu pour de nouveaux reculs de l'assurance maladie obligatoire à l'occasion du PLFSS, en lien avec le rapport annoncé du HCAAM (Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie) sur la réorganisation du partage entre l'assurance maladie obligatoire (AMO) et l'assurance maladie complémentaire (AMC), projet du gouvernement sur la protection sociale complémentaire (PSC) des agents publics et menaces persistantes sur l'assurance chômage. Le Snes-FSU dénoncera l'instrumentalisation de la dette publique qui sert à légitimer des politiques d'austérité.

Le Snes et la FSU doivent continuer de mettre en avant le rôle essentiel joués pendant la crise par tous les dispositifs de solidarité et les services publics pour démontrer la nécessité de leur financement et de leur développement, en montrant en particulier, comment ils jouent un rôle essentiel dans la redistribution des richesses. Le SNES-FSU réaffirma aussi ses propositions pour la démocratisation du second degré, à l'opposé des politiques régressives menées par le duo Blanquer-Macron.

Les remises en cause contre les droits sociaux se sont doublées, pendant ce quinquennat, d'attaques contre les libertés ou une répression antisyndicale à l'image de celle qui a frappé des militants syndicaux à Clermont-Ferrand dont certains de nos camarades de la section académique. Le Snes-FSU réaffirme tout son soutien aux militants condamnés et rappellent son opposition à toute sanction judiciaire ou administrative envers des militants dans le cadre de leur activité syndicale.

Education

Examens

Le DNB n'a jamais été un sujet pour Jean-Michel Blanquer qui a refusé tout aménagement des épreuves alors même que l'année des élèves et de leurs professeurs a été chamboulée par le Covid19 (hybride dans 15 départements, fermetures de classes dans l'année, isolement d'élèves et de professeurs). Le ministre franchit un nouveau cap dans la provocation et le mépris avec l'épreuve de français : le texte proposé relève du programme de 4ème, donc de l'année dernière, l'année la plus perturbée par le Covid19. C'est l'égalité entre les candidats qui est balayée par le choix d'un tel sujet. Le mépris pour les professeurs se voit aussi à travers les conditions de correction et de rémunération pour les épreuves écrites comme pour les épreuves orales. Plus largement, c'est l'architecture du DNB, appuyé sur le bilan de fin de cycle et une épreuve orale organisée localement et potentiellement éloigné des contenus scolaires, qui pose problème. Au-delà de la question de l'examen, se pose la question de l'autonomie professionnelle en matière d'évaluation des élèves et du déni de professionnalité subit par les collègues dans le quotidien des établissements.

Aucune épreuve du baccalauréat général, technologique n'a été organisée correctement par le ministère. Si les épreuves ont eu lieu, c'est uniquement grâce au sens du service public de ses agents qui ont tenu, malgré les ordres, contre-ordres. Le ministre et son entourage ont choisi le déni et mis sous tension toute la chaîne d'organisation des examens. Il s'agit d'un mode de gouvernance sciemment pensé pour mettre sous pression les personnels et décrédibiliser les examens sous la forme d'épreuves nationales et terminales

La correction numérique des copies est une aberration écologique et dénature profondément les pratiques de correction. Elle a été synonyme d'alourdissement de la charge de travail en français comme en philosophie, tout comme le nombre de descriptifs pour l'oral de français. Bien souvent cela nuit à l'efficacité de l'acte de correction. C'est également un moyen de contrôle accru de l'acte de correction par l'outil numérique. Quant au Grand oral, il a imploré dès qu'il a été confronté au réel : les difficultés d'organisation ne doivent pas masquer les problèmes de fond qui sont apparus au grand jour (collègues mis en difficulté comme jury naïf, un rôle mal défini, mise en lumière des inégalités de préparation), confirmant les analyses portées par le Snes depuis deux ans. Le Snes-FSU continue de revendiquer la remise à plat des réformes du lycée et du baccalauréat et un baccalauréat fondé sur des épreuves nationales et terminales.

Pour les BTS, la mise en place d'une session de rattrapage se fait dans la précipitation et la confusion. Les professeurs n'ont même pas pu préparer les étudiants à cette épreuves. Le SNES-FSU dénonce ce bricolage de dernière minute au mépris du travail des étudiants.

Réforme du bac

Les annonces faites par le ministre le 28 juin sur les ajustements du bac Blanquer enterrent un peu

plus le baccalauréat national et terminal en imposant à marche forcée un baccalauréat de plus en plus local en raison du recours renforcé au contrôle continu qui va creuser toujours plus les inégalités entre les élèves, le poids du lycée d'origine pesant de plus en plus et marquant durablement la scolarité et le destin scolaire des élèves, comme l'a déjà montré ParcoursSup. Le contrôle continu dénature également considérablement le travail des enseignants. La combinaison de la sélection/recrutement/affectation anticipée de l'enseignement supérieur sur l'année terminale combiné au contrôle continu dénature le travail enseignant et fait exploser le sens de l'évaluation en lycée. Parents, élèves, enseignants, inspection, direction ne peuvent plus s'accorder sur le sens des évaluations du travail des élèves, et cela devient un possible champ d'affrontement. Concrètement cela signifie course permanente à l'évaluation au mépris du temps nécessaire aux apprentissages, pressions des élèves et de leurs familles pour rattraper des résultats jugés pénalisants, main mise et pression de la hiérarchie pour se conformer à des objectifs chiffrés à la fois en terme d'évaluation et d'orientation souvent déconnectés des réalités et pour mettre au pas la profession. Le Snes-FSU dénonce cette manœuvre politicienne qui fait bien peu de cas de ce que vivent les personnels et les élèves et fait, une fois encore primer les impératifs politiques sur les impératifs pédagogiques. Le Snes-FSU exige la remise à plat des réformes inégalitaires du bac, du lycée et de Parcoursup, ce qui suppose une autre organisation des enseignements et le retour des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Rentrée 2021

Le ministre prépare la rentrée 2021 comme si l'année qui se termine avait été normale. Aucun aménagement de programme, alors même que le Snes-FSU a fait de nombreuses propositions,, aucun moyen supplémentaire pour faire face aux enjeux pédagogiques d'une rentrée post covid. Le gouvernement a également refusé tout collectif budgétaire qui aurait permis de corriger un budget 2021 qui tourne le dos à la priorité à l'éducation. Le mythe d'une année normale continue de servir de ligne directrice à la politique éducative de ce gouvernement. Rien n'est anticipé d'un point de vue sanitaire : les derniers mois ont montré l'impératif d'anticiper plusieurs hypothèses mais Jean-Michel Blanquer n'a toujours pas ouvert le chantier de la rentrée 2021 : aménagements des salles (aération etc), dépistages, protocole sanitaire...Par ailleurs, certains chefs d'établissements veulent pérenniser la sédentarisation des classes, preuve s'il en fallait une qu'elle répond davantage à une idéologie de primarisation du collège qu'à une véritable volonté de protection sanitaire.

La circulaire de rentrée a été publiée sans qu'aucune concertation préalable n'ait été organisée. Son contenu relève davantage de la promotion de la politique ministérielle. Le développement de plans de continuité pédagogique locaux, y compris en dehors des périodes de crise sanitaire illustre la volonté de Jean-Michel Blanquer de faire de l'enseignement à distance un mode d'organisation dont l'objectif est en réalité de transformer nos métiers et les pratiques professionnelles.

Entrée dans le métier

La réforme de la formation initiale et des concours acte le retour massif à des stagiaires à temps plein, mesures déjà mises en œuvre par le ministre actuel sous la présidence Sarkozy. Mais elles instituent en plus la précarité comme voie d'accès aux métiers de l'enseignement. Il est inadmissible de voir des étudiants en responsabilité de classe.

Dans ce cadre, le ministère impose aussi à marche forcée la mise en œuvre du dispositif « étudiants contractuels alternants » à la rentrée prochaine» destiné aux étudiants préparant les concours d'entrée au métiers de l'enseignement et CPE. Ce « contrat étudiant alternant » va précariser les étudiants et avoir des conséquences sur l'organisation des établissements, le mouvement des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves. L'enjeu de la réforme est bien éloigné finalement de la question de la formation des futurs personnels. Il s'agit surtout d'une réforme systémique tant budgétaire qu'idéologique qui est imposée à marche forcée.

Grenelle

Après la conférence de presse ministérielle hors sol et l'envoi dans toutes les académies de

« feuilles de route des Ressources Humaines » qui fleurent bon le néomanagement, les groupes de travail ministériels ont des contours très flous, qui brassent de nombreux sujets, parfois sans rapport entre eux. Mais les orientations ministérielles se précisent : développement des postes à profil, multiplication des hiérarchies intermédiaires, recours au numérique pour les remplacements... Jean-Michel Blanquer poursuit son entreprise de redéfinition brutale de nos métiers. La revalorisation que Jean-Michel Blanquer qualifiait d'historique va se borner à la deuxième tranche de la prime d'attractivité qui, dans le meilleur des cas, ne concernera que 46 % des personnels titulaires. Sur les 700 millions annoncés, 200 serviront à financer la part employeur pour la Protection Sociale Complémentaire, 100 millions pour financer les mesures déjà prises, les 245 millions restant serviront à la deuxième tranche de la prime d'attractivité dont seront exclus plus de la moitié des enseignants, les CPE et PSYEN. La perspective d'une loi de programmation pluriannuelle est enterrée.

Droits et libertés

Les désaveux juridiques et internationaux de la politique sécuritaire française s'accumulent (censure partielle de la loi sécurité globale, dont l'article (ex)24 sur les images des forces de l'ordre, l'annulation par le Conseil d'Etat d'une partie du schéma national du maintien de l'ordre, et notamment de la technique de la « nasse », rapport du comité européen de prévention de la torture dénonçant les conditions des gardes à vue...)

Malgré cela, le gouvernement s'entête, aggravant sa politique et usant de divers stratagèmes pour maintenir les dispositions condamnées, comme la conservation et le traitement des données numériques individuelles, jugés non conforme par la Cour de Justice de l'Union Européenne, et désormais repris dans une nouvelle loi « anti-terroriste ».

Cette fuite en avant dans une spirale de textes témoigne du vertige paranoïaque d'un pouvoir toujours prêt à sacrifier les libertés à sa volonté de contrôle et de répression.

Le Snés appelle les parlementaires à s'opposer aux lois liberticides en cours d'examen, et notamment la loi antiterroriste. Il estime nécessaire une remise à plat de l'ensemble de la législation répressive et sécuritaire adoptée dans le sillage de la proclamation de l'état d'urgence en novembre 2015.

Avec la FSU, le Snés amplifie son combat, en lien avec les associations féministes, contre les régressions sociales visant en premier lieu les femmes et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes : il s'engage en particulier dans la préparation de la mobilisation du 25 novembre.

International

En Europe centrale, des gouvernements de pays membres de l'UE n'en respectent pas les principes fondateurs et pratiquent des politiques ouvertement homophobes sans encourir de sanctions. L'Union européenne reste globalement indifférente au sort de dizaines de milliers d'immigrants qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée et n'apporte aucune solution quand certains membres de l'UE appliquent des politiques restrictives au droit d'asile, parfois contraires aux conventions internationales (cas du Danemark). Le SNES-FSU dénonce, une fois de plus, la pusillanimité des responsables de l'UE.

En Amérique latine, la pandémie a gravement affecté les populations, tant sur le plan sanitaire qu'économique, mais a suscité une prise de conscience qui s'est traduite dans les urnes par un rejet des politiques libérales et le succès des candidats de gauche au Chili et au Pérou. En Colombie et en Haïti la révolte sociale continue et subit une inquiétante répression dans l'indifférence des media occidentaux. Le SNES-FSU apporte son soutien aux luttes sociales et démocratiques dans ces pays.

La constitution en Israël d'un nouveau gouvernement marque l'échec de la stratégie guerrière de B.Nétanyahou. Signe de l'impasse dans laquelle sa politique a plongé le pays, la nouvelle majorité

parlementaire est particulièrement composite : de l'extrême-droite nationaliste à la gauche travailliste, et inclut pour la première fois un parti arabe conservateur.

Pour autant, rien ne semble indiquer de changement de la part du pouvoir israélien qui continue de violer le droit international, comme en témoigne la situation vaccinale des Palestiniens.

D'autre part, les dérives de l'Autorité palestinienne minent sa légitimité et sa crédibilité. La mort de Nizar Banat, opposant au président de l'AP et candidat aux législatives reportées, qui venait d'être arrêté par la police palestinienne est plus que suspecte. Elle doit faire l'objet d'une enquête indépendante.

Le SNES participera activement à la nouvelle campagne pour la reconnaissance européenne de l'Etat de Palestine, en lien avec les syndicats et associations parties prenantes de l'appel.

En Europe centrale, des gouvernements de pays membres de l'UE n'en respectent pas les principes fondateurs et pratiquent des politiques ouvertement homophobes sans encourir de sanctions. L'Union européenne reste globalement indifférente au sort de dizaines de milliers d'immigrants qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée et n'apporte aucune solution quand certains membres de l'UE appliquent des politiques restrictives au droit d'asile, parfois contraires aux conventions internationales (cas du Danemark). Le SNES-FSU dénonce, une fois de plus, la pusillanimité des responsables de l'UE.

Action

Le Snes-FSU apporte tout son soutien aux collègues engagés dans des mobilisations à l'occasion de la session actuelle des examens.

La fin des examens, tant en collège qu'en lycée, doit permettre aux personnels d'exprimer leur colère et revendications tant sur les conditions de corrections que sur la nature des épreuves. Le Snes-FSU met à disposition des modèles de motions

- pour les jurys de DNB : conditions d'indemnisation des correcteurs pour les épreuves écrites et orales, épreuves de la session 2021 (absence d'aménagements, sujets inadaptés car ne tenant pas compte de la réalité des apprentissages sous Covid19), absence d'aménagements de programmes pour la rentrée 2021 et de moyens pour des demi-groupes.

- pour les jurys de bac : condition de correction du bac 2021, bac 2022 et contrôle continu, absence d'aménagements de programmes pour la rentrée 2021 et de moyens pour des demi-groupes.

La rentrée 2021 sera particulière à plus d'un titre. Elle doit être l'occasion de retourner dans les établissements afin de reprendre le contact, en présentiel, avec la profession. De plus, après deux années sous Covid, cette rentrée se fait sans moyens supplémentaires, sans aménagements de programmes, avec des effectifs en hausse. Un plan d'urgence pour le service public d'Education est indispensable. Le Snes-FSU exige un collectif budgétaire permettant d'abonder les moyens pour le service public d'éducation, d'assurer la présence d'équipes pluri professionnelles et réduire les effectifs par classe et instaurer des groupes.

Le Snes-FSU appelle les collègues à agir dès les premiers jours de la reprise des cours et sur la durée

- la semaine du 6 septembre doit être consacrée à la mise en lumière de la réalité de la rentrée et des effets des réformes Blanquer : actions locales (dont la grève), médiatisation et relais de ces actions à tous les niveaux du Snes

- ces actions et ce retour sur le terrain doivent permettre de préparer les conditions d'une grève majoritaire durant la 2eme quinzaine de septembre. Cette proposition sera faite, avec la FSU, à l'intersyndicale éducation en articulation avec les initiatives de l'interpro (possible grève à l'automne).

Le Snes-FSU appelle les collègues à tenir les heures d'informations syndicales et les AG de rentrée. Il mettra à disposition le matériel nécessaire pour informer les collègues et organiser la

mobilisation. L'accent sera mis sur le triptyque moyens (effectifs, résorption de la précarité, recrutements dont listes complémentaires etc), métiers (réformes, Grenelle, conditions de travail, PsyEN etc), salaire (le dégel du point d'indice) ainsi que sur le bilan des politiques Blanquer. Un préavis de grève sera déposée jusqu'à la fin du mois de septembre. Le Snes-FSU informera la profession de ce plan d'action avant la fin de l'année scolaire.

Le Snes-FSU continue d'impulser la mobilisation des AESH pour un réel statut, l'abandon des PIAL et une augmentation des salaires. Le Snes-FSU portera dans l'intersyndicale de la fin août la nécessité de construire avec les personnels une mobilisation d'ampleur. Cette année de crise sanitaire a mis en lumière le rôle essentiel des AED dans les établissements scolaires. L'année a aussi été fortement marquée par la mobilisation exceptionnelle des AED qui se sont mis en ordre de bataille pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Par ailleurs, le Snes-FSU exige le renouvellement des dotations Covid pour la rentrée 2021, mais plus largement l'abondement des dotations en nombre suffisant.

La fin annoncée du cadre national des REP et à terme, le cantonnement de l'Education prioritaire à un très faible nombre d'établissements laboratoire d'expérimentations pédagogiques, la contractualisation des moyens en EP vont à l'encontre du projet de démocratisation que porte le SNES-FSU. Les mobilisations de septembre doivent être le début d'une réelle campagne de mobilisations pour défendre l'Education prioritaire et son cadre national. Dans ce cadre, le SNES-FSU doit dénoncer et combattre les logiques sous-jacentes aux cités éducatives et aux CLA, cheval de Troie de la casse du cadre national de l'Éducation.

Le SNES-FSU demande l'abandon de la part variable de la prime REP+ au profit d'un complément à la part fixe identique pour tous et appelle les collègues à faire voter des motions en CA en ce sens.

Le Snes-FSU organisera les conditions d'un accueil syndical des contractuels alternants, en lien avec les sections d'établissement et les tuteurs. Recréer un vivier de tuteurs et de formateurs militants est le meilleur moyen de populariser nos mandats et notre action auprès des jeunes collègues et auprès de la profession. Une publication spécifique sera mise à disposition des contractuels alternants

Le Snes-Fsu s'inquiète du contenu et du financement de l'avant projet de la loi "générations solidaires" , présenté le 28 juillet devant le Conseil des ministres, qui ne répondent pas aux attentes des personnes concernées ni à celle des personnels. La FSU a demandé une audience en urgence auprès du cabinet de la ministre.

Le Snes-Fsu appelle à la réussite de l'action unitaire du groupe des 9, le 1er octobre 2021 sur la base de ses revendications : santé, protection sociale, pouvoir d'achat et service public. Le SNES, avec la FSU, intensifiera l'information de la profession sur les enjeux de protection sociale.

Dans le cadre de son combat contre les idées d'extrême droite, le Snes-FSU soutient les initiatives syndicales organisées le 3 juillet à Perpignan à l'occasion du congrès du Rassemblement national.

Le Snes-FSU s'engagera également dans un travail de long terme de décryptage des réformes en cours et de leur cohérence aussi bien dans l'Education nationale qu'au niveau Fonction publique, ainsi qu'un travail d'analyse des effets des choix de financement de la dette publique. Cela passera notamment par des campagnes d'heures d'informations syndicales et de stages.

Résultat des votes

61 pour

4 abstentions

0 contre

0 NPPV